

**Audience publique du 20 juin 2007**

Recours formé par

Monsieur ..., ...

contre

une décision du **ministre des Affaires étrangères et de  
l'Immigration**

en matière de protection internationale

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 22759 du rôle et déposée le 4 avril 2007 au greffe du tribunal administratif par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à Téhéran (Iran), demeurant à L-..., tendant à la réformation d'une décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration du 16 mars 2007 portant rejet de sa demande en obtention d'une protection internationale comme n'étant pas fondée, ainsi qu'à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire luxembourgeois contenu dans la même décision du 16 mars 2007 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 23 mai 2007 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Oùï le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Nadine REITER, en remplacement de Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, et Madame le délégué du gouvernement Jacqueline GUILLOU-JACQUES en leurs plaidoiries respectives.

---

En date du 13 décembre 2006, Monsieur ..., préqualifié, introduisit oralement auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration une demande de protection internationale au sens de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

Il fut entendu en date du même jour par un agent du service de police judiciaire, section police des étrangers et des jeux, de la police grand-ducale sur l'itinéraire suivi pour venir au Luxembourg et sur son identité.

Monsieur ... fut encore entendu en date du 12 janvier 2007 par un agent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration sur les motifs à la base de sa demande d'asile.

Le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, ci-après désigné par le « *ministre* », l'informa par décision du 16 mars 2007, notifiée par courrier recommandé du 28 mars 2007, que sa demande en obtention d'une protection internationale avait été rejetée comme n'étant pas fondée aux motifs énoncés comme suit :

*« En mains le rapport du service de Police Judiciaire du 21 décembre 2006 et le rapport d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration du 12 janvier 2007.*

*Il ressort du rapport du service de Police Judiciaire que vous auriez quitté votre pays environ deux semaines avant d'arriver au Luxembourg, soit fin novembre 2006. Votre intention aurait été d'aller étudier au Royaume-Uni. Vous seriez allé d'abord en Turquie et ensuite, caché dans un camion, vous seriez arrivé au Luxembourg où le chauffeur vous aurait fait descendre. Il résulte de vos déclarations à l'agent du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration que vous vouliez surtout aller étudier au Royaume-Uni. Vous précisez que la scolarité coûterait très cher, mais que, en tant que demandeur d'asile, vous pourriez y continuer vos études sans payer. Vous auriez déjà commencé vos études à l'université mais vous en auriez été expulsé pour avoir copié des films réputés contraires aux mœurs islamiques. Vous auriez aussi travaillé dans le magasin d'un ami, dans l'assemblage d'ordinateurs.*

*Vous auriez accompli votre service militaire de 2003 à 2005.*

*Vous faites aussi état de six ou sept gardes-à-vue pour des délits mineurs, comme vous promener avec une fille, boire de l'alcool ou fumer de la drogue. Vous voudriez vivre normalement et changer de religion car vous auriez de l'aversion pour l'Islam. Vous aimeriez devenir Chrétien-Bahai. A cette fin et pour vous renseigner vous auriez parcouru la Bible et la Torah. Vous pensez que des gens se seraient doutés que vous vous intéressiez aux autres religions car les Passdarans seraient passés chez vos parents. Finalement, vous estimez que les jeunes ne peuvent pas vivre normalement en Iran.*

*Il y a d'abord lieu de relever que la reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine, mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur qui doit établir, concrètement, que sa situation individuelle est telle qu'elle laisse supposer une crainte justifiée de persécution au sens de la Convention de Genève.*

*Or, les faits que vous allégués ne sauraient constituer un motif justifiant la reconnaissance du statut de réfugié, puisqu'ils ne peuvent, à eux seuls, fonder dans votre chef une crainte justifiée d'être persécuté dans votre pays d'origine du fait de votre race, de votre religion, de votre nationalité, de votre appartenance à un groupe social ou de vos convictions politiques ainsi que le prévoit l'article 1<sup>er</sup>, section 1, § 2 de la Convention de Genève ainsi que les articles 31 et 32 de la loi précitée du 5 mai 2006.*

*En effet, je relève que vous n'avez que l'envie de changer de religion, que vous pensez devenir Bahai sans même connaître cette religion. En ce qui concerne un éventuel risque d'être arrêté, je remarque qu'il n'est fondé sur rien de concret et que vos craintes restent à l'état de simples suppositions. Pour le surplus, le fait que les jeunes ne seraient pas libres en Iran est insuffisant pour être assimilé à une persécution au sens de la Convention de Genève. Quant au fait de vouloir étudier au Royaume-Uni il n'entre pas du tout dans le cadre de la prédite Convention.*

*Ainsi, vous n'allégués aucun fait susceptible de fonder raisonnablement une crainte de persécution en raison d'opinions politiques, de la race, de la religion, de la nationalité ou de l'appartenance à un groupe social, susceptible de rendre votre vie intolérable dans votre pays. Les conditions permettant l'octroi du statut de réfugié ne sont par conséquent pas remplies.*

*En outre, votre récit ne contient pas de motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. En effet,*

*les faits invoqués à l'appui de votre demande ne nous permettent pas d'établir que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter, b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptible de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.*

*En l'espèce les faits que vous invoquez ne justifient pas la reconnaissance du statut conféré par la protection subsidiaire.*

*Votre demande en obtention d'une protection internationale est dès lors refusée comme non fondée au sens de l'article 19 § 1 de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.*

***La présente décision vaut ordre de quitter le territoire (...) ».***

Par requête déposée le 4 avril 2007 au greffe du tribunal administratif, Monsieur ... a fait introduire un recours contentieux tendant à la réformation de cette décision ministérielle du 16 mars 2007 en ce qu'elle porte rejet de sa demande en obtention d'une protection internationale comme étant non fondée, ainsi qu'à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire luxembourgeois contenu dans la même décision du 16 mars 2007.

### **1. Quant au recours tendant à la réformation de la décision du ministre du 16 mars 2007 portant refus d'une protection internationale**

Etant donné que l'article 19 (3) de la loi précitée du 5 mai 2006 prévoit un recours au fond en matière de demandes d'asile et de demandes de protection subsidiaire déclarées non fondées, le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation introduit, lequel est également recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours, le demandeur expose qu'il serait originaire de Téhéran en Iran, de religion « *musulmane chiite* », qu'il se serait retrouvé en garde à vue pendant une semaine en raison d'une fausse accusation pour un vol, garde à vue pendant laquelle il aurait été frappé quotidiennement par des agents du service de renseignement avant d'être relâché. Monsieur ... précise encore qu'il aurait été étudiant en informatique à l'Université de Téhéran, mais qu'il aurait été exclu des cours, étant donné qu'il aurait copié et vendu des films allant à l'encontre des mœurs islamiques. Pour le surplus, le demandeur relève encore qu'il aurait fait l'objet de 6 à 7 arrestations sommaires pour consommation de drogues respectivement pour avoir bu de l'alcool et qu'il aurait eu l'intention de changer de religion en raison de son aversion pour la religion islamique et devenir « *Chrétien-Baháí* », que par la suite les « *passdars* » se seraient présentés chez ses parents pour l'arrêter, ce qui l'aurait finalement incité à quitter l'Iran.

Le représentant étatique soutient que le ministre aurait fait une saine appréciation de la situation du demandeur et que son recours laisserait d'être fondé.

Aux termes de l'article 2 a) de la loi précitée du 5 mai 2006, la notion de « *protection internationale* » se définit comme correspondant au statut de réfugié et au statut conféré par la protection subsidiaire.

La notion de « *réfugié* » est définie par l'article 2 c) de ladite loi comme étant « *tout ressortissant d'un pays tiers qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner (...)* ».

L'examen des faits et motifs invoqués par le demandeur à l'appui de sa demande de protection internationale lors de son audition, ainsi qu'au cours de la procédure contentieuse, amène le tribunal à conclure que le demandeur reste en défaut de faire état et d'établir à suffisance de droit, des raisons personnelles de nature à justifier dans son chef une crainte actuelle justifiée de persécution du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, ainsi que le prévoit l'article 2 c) de la loi précitée du 5 mai 2006.

Une crainte de persécution doit reposer nécessairement sur des éléments suffisants desquels il se dégage que, considéré individuellement et concrètement, le demandeur d'asile risque de subir des persécutions et force est de constater que l'existence de pareils éléments ne se dégage pas des éléments d'appréciation soumis au tribunal.

En effet, il échet de constater en premier lieu que le demandeur n'a produit aucune pièce à l'appui de son recours de nature à établir la réalité de ses craintes de persécution, mis à part son livret de famille, de sorte que la réalité des prétendues arrestations ne peut être vérifiée en l'espèce.

Pour le surplus, le tribunal tient à relever que les prétendus problèmes rencontrés par le demandeur pour avoir consommé de l'alcool et des drogues douces, respectivement pour avoir copié des films contraires aux mœurs islamiques, à les supposer établis, ne constituent *a priori* pas des actes de persécution du fait de la race, de la religion, de la nationalité, de l'appartenance à un certain groupe social ou du fait d'opinions politiques, mais plutôt des mesures respectivement sanctions prises à la suite d'infractions de droit commun qui ne sont partant pas susceptibles de tomber sous le champ d'application de la Convention de Genève.

Concernant finalement la prétendue conversion de Monsieur ... à la religion chrétienne, le demandeur n'a soumis, à part l'affirmation que des « *passdarans* » se seraient rendus chez ses parents, aucun élément concret sur les poursuites qui auraient effectivement été engagées à son encontre par les autorités iraniennes, de manière que la réalité d'un risque concret de poursuites de la part desdites autorités laisse d'être établi à suffisance de droit.

Quant au volet de la décision ayant trait à la protection subsidiaire, telle que prévue par les dispositions de l'article 37 de la loi précitée du 5 mai 2006, force est de constater que le demandeur n'a pas attaqué ce volet de la décision par des moyens spécifiques et que les éléments mis en avant par le demandeur sont également insuffisants pour établir dans son chef un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de ladite loi du 5 mai 2006.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent qu'en l'état actuel du dossier, le demandeur n'est pas fondé à prétendre à la qualité de réfugié, ni au bénéfice de la protection subsidiaire, de sorte que le recours en réformation est à rejeter comme étant non fondé.

## **2. Quant au recours tendant à l'annulation de la décision du ministre du 16 mars 2007 portant ordre de quitter le territoire**

Etant donné que l'article 19 (3) de la loi précitée du 5 mai 2006 prévoit un recours en annulation contre l'ordre de quitter le territoire et que le recours a été introduit par ailleurs dans les formes et délai prévus par la loi, il est recevable.

Tel que développé ci-dessus, le tribunal vient de retenir que le demandeur n'a pas fait état d'une crainte justifiée de persécution au sens de la Convention de Genève, ni d'atteintes graves telles que définies à l'article 37 de la loi précitée du 5 mai 2006, de sorte qu'en l'état actuel du dossier et à défaut d'autres moyens du demandeur tendant à établir dans son chef un droit de séjourner au Luxembourg à un autre titre, le tribunal ne saurait utilement mettre

en cause ni la légalité ni le bien-fondé de la décision déférée portant ordre de quitter le territoire.

Partant, le recours en annulation est à rejeter pour ne pas être fondé.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;  
reçoit en la forme le recours en réformation dirigé contre la décision de refus d'une protection internationale du 16 mars 2007 ;  
au fond, le déclare non justifié et en déboute ;  
reçoit en la forme le recours en annulation dirigé contre l'ordre de quitter le territoire contenu dans la même décision ;  
le déclare non justifié et en déboute ;  
condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par:

M. Schockweiler, premier vice-président,  
M. Schroeder, premier juge,  
M. Spielmann, juge,

et lu à l'audience publique du 20 juin 2007 par le premier vice-président, en présence de M. Legille, greffier.

s. Legille

s. Schockweiler